

orientés vers la sécurité, la coopération et la confiance mutuelle dans la région Asie-Pacifique. Les ministres ont convenu que les dispositions relatives à la sécurité régionale pourraient constituer des compléments utiles à la coopération économique et politique grandissante dans la région.

Ils ont également convenu que des pourparlers sur les exigences en matière de sécurité dans la région du Pacifique devraient être menés avec d'autres États de la région. Ils ont en outre consenti à encourager de concert la tenue de rencontres à cette fin.

Les ministres ont mis l'accent sur le fait que le Sommet de Paris, qui réunit les dirigeants des 34 pays d'Europe et d'Amérique du Nord, marquait pour la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) le début d'une phase nouvelle et élargie. Les deux parties se sont déclarées d'avis qu'il faudra poursuivre les pourparlers sur les forces conventionnelles en Europe immédiatement après le Sommet de Paris consacré à la CSCE. Les deux ministres ont consenti à oeuvrer conjointement à la mise en place des nouvelles institutions de la CSCE, afin que celles-ci contribuent à la promotion de la paix et de la sécurité totales pour tous les pays participants.

En reconnaissant l'intérêt d'une participation active de la part du Canada et de l'Union soviétique à l'élaboration et aux activités de ces institutions, les ministres ont permis l'établissement d'un champ de coopération en matière de sécurité s'étendant véritablement de Vancouver à Vladivostok.

Les ministres ont convenu de se tenir au courant de l'évolution de ces questions de sécurité et d'autres questions ainsi que d'étendre et d'intensifier la coopération entre leurs gouvernements dans l'intérêt de la paix et de la sécurité.

Les deux parties estiment que l'esprit de compréhension et de confiance mutuelle dans lequel les discussions se sont tenues témoigne de la nouvelle qualité du dialogue soviéto-canadien et constitue un bon point de départ pour une coopération soutenue entre l'URSS et le Canada en matière de questions internationales.